



12 juillet 2016

[Abonnez-vous](#) au bulletin bimensuel, [lire en ligne](#) ou [téléchargez une version PDF](#)



**[Partenariats public-privé : L'iceberg de la dette mondiale ?](#)** Cette analyse de Tim Jones, de l'organisation [Jubilee Debt Campaign](#), porte sur les risques financiers des PPP et met l'accent sur les points suivants :

- L'étude indique que les PPP représentent le moyen le plus coûteux pour les gouvernements d'investir dans les infrastructures
- Les PPP sont plus onéreux parce qu'il revient plus cher d'emprunter dans le secteur privé et que les prestataires privés exigent des bénéfices substantiels
- Souvent, les contrats de PPP n'autorisent pas le public à prendre connaissance de l'ensemble des conditions stipulées, notamment en ce qui concerne les dépenses et les obligations financières

## **Afrique & Pays arabes**

**Burkina Faso:** [Les agents des postes de péage protestent contre le mutisme du gouvernement](#) face à leurs demandes, c'est-à-dire « l'arrêt pur et simple du processus de privatisation des postes de péage enclenché par le régime Compaoré, la définition d'un statut clair pour les agents par leur intégration à la fonction publique, leur inscription sur la liste des bénéficiaires du fonds commun, le renforcement du dispositif au niveau des postes de péage. » À propos de la privatisation, Boubacar Dianda estime que « le privé n'a pas à se mêler de la gestion des routes construites par l'État avec l'argent du contribuable. »

**Ghana:** [La pression s'intensifie autour du gouvernement pour l'empêcher de privatiser la compagnie d'électricité du Ghana \(ECG\)](#). Le parti socialiste *Convention People's Party* a saisi le tribunal pour contester l'action du gouvernement à ce sujet, et le parti libéral *New Patriotic Party* et l'OSC *Civil Society Platform on Oil and Gas* s'opposent également à la privatisation. C'est le groupe de réflexion [Imani Center](#), membre du **réseau américain de droite pro-privatisation Atlas Network**, qui préconise la privatisation d'ECG. Atlas, qui cherche à développer les groupes de réflexion favorables à la privatisation à travers le monde, est financé par des fondations conservatrices américaines [et des entreprises privées, à l'instar d'Exxon](#).

**États du Golfe :** Dans un article publié sur [Arabianbusiness.com](#), Sarah Townsend affirme que **la privatisation pourrait aggraver la corruption dans le Golfe**. « C'est un phénomène inquiétant, à un moment où les États du Golfe envisagent de privatiser des secteurs contrôlés par l'État, tels que les télécommunications, les mines, le pétrole et le gaz, [déclare Sheila Shadmand, associée responsable du bureau de Dubaï du cabinet d'avocats américain Jones Day]. Ces secteurs reposent sur les licences octroyées à des tiers, et une privatisation qui n'est pas correctement réglementée pourrait inciter les décideurs à céder certains services gérés par le gouvernement, ou à signer des contrats qui favorisent les camarades et les bienfaiteurs. Cette tendance a été largement signalée ces derniers temps, notamment aux États-Unis, en Russie et en Inde, » ajoute Shadmand.

**Côte d'Ivoire :** L'Institut national polytechnique Félix Houphouët-Boigny (INP-Hb) [a été paralysé pendant 48 heures pour alerter l'opinion sur la privatisation](#). « Selon MM. Ouhoïn Neukahon Anderson et Yessoh Jean-Marie (enseignants-chercheurs), respectivement président porte-parole de la CSPAT et porte-parole de la CNEC, **la direction générale s'obstine à conduire à terme la procédure de privatisation de l'Inp-Hb**, » sous le projet « Plan d'orientation stratégique. » Les manifestants brandissaient des pancartes indiquant, entre autres, « **Non à la privatisation**. »

**Nigeria :** **Les fonctionnaires de l'État d'Oyo s'unissent pour protester contre le non-versement des salaires et la proposition de privatiser certains établissements scolaires**. « S'adressant aux personnes rassemblées, le président de la Confédération des syndicats du Nigeria (NLC), Waheed Olojede, annonce que la manifestation vise à protester contre ce qu'il appelle la politique anti-travailleurs de l'État. Selon lui, alors que les travailleurs ont respecté leur part de la prestation de service, [le gouvernement leur doit six mois d'arriérés de salaires et de retraites ainsi que les primes des retraités](#). Il précise que les travailleurs refusent par ailleurs la privatisation et la vente des établissements publics de l'enseignement secondaire de l'État d'Oyo. »

**Nigeria :** Face à une quasi-rupture de l'approvisionnement en électricité dans de nombreuses zones du pays, « **la Chambre des représentants va sans doute réétudier la politique de privatisation du gouvernement fédéral** et, à partir de là, [annuler les accords qui ont ouvert la voie à la vente de la compagnie d'électricité Power Holding Company of Nigeria \(PHCN\)](#). » Un membre du Comité de la Chambre des représentants sur la privatisation et la commercialisation, Sopoluchukwu Ezeonwuka, « qui représente la circonscription fédérale d'Orumba Nord/Sud de l'État d'Anambra, fait savoir que l'annulation est probable si la distribution d'électricité ne s'améliore pas. »

**Oman** : Une étude sur la **privatisation de certains services gérés par le gouvernement** a fait l'objet d'une discussion lors d'une réunion du Comité économique de la Chambre de commerce et d'industrie d'Oman (OCCI). [Le gouvernement va superviser et suivre la performance des secteurs privatisés.](#)

**Afrique du Sud** : La Confédération des syndicats sud-africains (COSATU), associée au syndicat des employés municipaux *South African Municipal Workers Union*, [dénonce l'appel lancé par le parti Democratic Alliance de Gauteng en faveur de la privatisation de Pikitup, le prestataire officiel de gestion des déchets de Johannesburg.](#) « Privatiser Pikitup **revient à laisser le gouvernement externaliser sa mission de développement au profit du secteur privé.** La privatisation va porter préjudice aux intérêts socioéconomiques des pauvres, c'est-à-dire des travailleurs et de la classe ouvrière en général. Elle entraînera une baisse de la qualité des services pour les plus démunis, étant donné qu'ils ne pourront pas payer les services fournis par des sociétés privées. Elle se traduira par la hausse des prix des services essentiels, ce qui aura une incidence négative sur les pauvres. Elle **limitera la possibilité de faire profiter aux pauvres des services sociaux et municipaux les plus élémentaires.** »

## **Asie-Pacifique**

**Inde** : Ajay Chhibber, l'ancien dirigeant du Bureau d'évaluation indépendant ([projet porté par le FMI](#)) et présent à la Banque mondiale depuis 25 ans, préconise [davantage de privatisation du secteur public en Inde](#) ; d'après Chhibber, le « gouvernement de Modi a donné la priorité à **un meilleur fonctionnement des entreprises et des banques appartenant à l'État, et non à la privatisation.** L'Inde n'a pas une grande expérience de la privatisation, à part le bref épisode du précédent gouvernement de la NDA [Alliance démocratique nationale], qui a privatisé plusieurs entreprises, avec de bons résultats. Par conséquent, l'Inde devrait privatiser deux tiers de ces entreprises et transformer les fonds en infrastructures publiques pour attirer plus d'investissements privés. C'est seulement à ce moment-là que le slogan du gouvernement 'gouvernance maximum – gouvernement minimum' prendra tout son sens. »

**Inde** : Dans un article du *Sunday Express*, Meera Bhardwaj rappelle le travail des [« guerriers de l'eau » qui luttent contre la privatisation au nom de la justice](#) à Karnataka. C'est Kshithij Urs, du mouvement *People's Campaign for Right to Water* (PCRW) qui est à la tête de ce combat. « Une autre campagne a remporté un succès comparable à Mysuru, mais au terme de sept années de lutte. En 2014, JUSCO, une entreprise du groupe Tata, a dû se retirer suite aux protestations des citoyens, souligne Urs. 'L'approvisionnement en eau est revenu entre les mains de la compagnie Vani Vilas Water Works, qui existe depuis 102 ans. **Il s'agissait d'un projet de PPP, sans investissement de la part de l'entreprise privée de 2007 à 2012. Mysuru a connu six ans de privatisation, mais la volonté des citoyens a fini par s'imposer,**' précise-t-il. »

**Indonésie** : Les propositions du ministère de la Réforme administrative et bureaucratique visant à **réduire le nombre de fonctionnaires ont soulevé un tollé dans les administrations locales du pays**, qui déplorent déjà un manque de personnel et de financement. « Kartius, le responsable de l'agence pour l'emploi de Kalimantan Ouest, conteste le projet du gouvernement central, car selon lui le **nombre de fonctionnaires est toujours insuffisant pour la province.** Le moratoire du gouvernement central sur le recrutement des fonctionnaires n'est pas justifié, [et a obligé l'administration de la province de Kalimantan Ouest à payer environ 2000 employés sans contrat.](#) 'À l'heure actuelle, nous avons environ 6200 fonctionnaires, mais la moitié d'entre eux approchent l'âge de la retraite,' ajoute Kartius. »

**Indonésie** : Le journal *Southeast Asia Globe* signale que « [la lutte de Jakarta pour la gestion de l'eau se répercute partout dans le monde.](#) » La privatisation de l'eau opérée en 1997 s'est révélée catastrophique. « Mais pendant plus d'une décennie une campagne a permis de faire reculer la privatisation de la gestion municipale de

l'eau. Cette campagne était dirigée par un groupe d'habitants de Jakarta réunis sous le nom de **Coalition des résidents de Jakarta contre la privatisation de l'eau (KMMSAJ)**. L'après-midi du 24 mars 2015, ils pensaient avoir enfin obtenu gain de cause lorsque le **tribunal central du district de Jakarta a annulé le contrat des deux plus grandes entreprises, les filiales de Thames et de Suez**. Le juge qui présidait la séance a déclaré que les deux entreprises avaient fait preuve de 'négligence pour satisfaire le droit humain à l'eau des résidents de Jakarta'. » Cependant, « le **2 mars 2016**, la Haute Cour de Jakarta **a mis à néant ce jugement** suite aux appels du gouvernement et des deux entreprises privées. Arief Maulana, un avocat qui représentait la KMMSAJ, a dit à la presse locale que l'annulation du jugement avait été prononcée pour vice de forme, et non pour la question en soi, **et il a promis de poursuivre le combat**. Si la KMMSAJ gagne, **Jakarta fera partie d'un mouvement mondial contre la privatisation de l'eau**. Au cours de la dernière décennie, 235 grandes villes de 37 pays ont repris les services d'eau des mains du secteur privé pour les rendre à des entités publiques, explique **Emanuele Lobina, conférencier au PSIRU, l'unité de recherche internationale sur les services publics de l'université britannique de Greenwich**. » De nombreux commentateurs pensent que ce sont « **la Banque mondiale et le Fonds monétaire international qui sont derrière ces projets de privatisation**. »

**Thaïlande** : Le **Conseil des employés de Thaïlande, le Comité thaïlandais de solidarité des travailleurs et la Confédération des relations des travailleurs des entreprises publiques** ont [remis une liste de revendications au gouvernement pour améliorer les conditions de travail](#). « Ils ont demandé au gouvernement de ratifier deux conventions de l'OIT visant à renforcer les groupes de travailleurs et leur pouvoir de négociation. La Convention n°87 de l'OIT donne aux travailleurs le **droit de former des groupes sans la permission de l'État et empêche le gouvernement de s'ingérer dans les activités nationales et internationales des travailleurs**. La Convention n°98 de l'OIT permet aux travailleurs de mener des négociations collectives avec les employeurs et **les protège de tout traitement injuste ou licenciement abusif** résultant de leur participation à des négociations. Les organisations ont également demandé une hausse du salaire minimum quotidien, de 300 à 360 THB dans l'ensemble du pays et la **suppression de la politique de privatisation des entreprises publiques**. Elles veulent en outre que le gouvernement adopte des amendements à la loi de 1998 sur la protection du travail, qu'il promulgue une nouvelle loi pour protéger les travailleurs contre la perte d'emploi et qu'il fasse pression en faveur du projet de loi sur le développement des entreprises publiques. »

**Vietnam** : Le Vice-premier ministre Vương Đình Huệ exhorte Hô-Chi-Minh-Ville à « **recenser les agences de services publics pouvant prétendre à une ouverture de leur capital**. Les agences éligibles seraient ensuite soumises à l'approbation du Premier ministre et ouvertes conformément à la décision du gouvernement n°22/2015/QĐ-TTg sur la **transformation des entités publiques non commerciales**. Huệ a insisté sur le fait qu'il était important que la ville mette sérieusement en œuvre [des politiques d'autonomie financière dans les entités locales des services publics](#). »

**Vietnam** : Le gouvernement veut privatiser les entreprises publiques, **mais hésite à renoncer à d'importantes participations dans les entreprises**. « Cette attitude s'est manifestée la semaine dernière lorsque l'entreprise publique d'investissement (SCIC) [a réétudié son projet de quitter dix des plus grandes entreprises](#) de son portefeuille. L'État a considérablement réduit cette liste et prévoit de n'en quitter que deux. (...) 'Nous réexaminerons le portefeuille de désengagement de 2016 suivant les besoins,' a déclaré la SCIC. 'Nous verrons s'il vaut mieux garder ou vendre les actions. La vente de la participation sera choisie **s'il y a de nouvelles sources d'investissement plus efficaces**,' a précisé le président de la SCIC Nguyen Duc Chi, selon la presse locale. »

## Inter-Amériques

**Barbade** : Christopher Sinckler, le ministre des Finances et de l'Économie, estime que [la privatisation des services publics n'est pas la réponse aux problèmes budgétaires](#). « À cet égard, Sinckler est inflexible sur le fait que la Barbade n'a pas encore atteint le stade de développement où un gouvernement peut demander à ses citoyens de payer ces services, car ils n'ont pas la capacité financière de le faire. 'C'est pourquoi **nous devons prendre nos responsabilités, en tant que société, et dire qu'il y a certains services que nous allons proposer au public** et, par conséquent, le public, collectivement, par le biais des impôts ou des taxes qu'il verse, va payer ces services,' a-t-il indiqué. »

**Brésil** : Compte tenu des problèmes de trésorerie des services postaux et télégraphiques, il se peut qu'à la fin de l'année ils ne soient plus en mesure de payer leurs employés. « Le gouvernement du Président par intérim **Michel Temer a fait part de ses intentions de privatiser l'entreprise**, mais seulement après l'avoir restructurée pour la rendre attrayante aux yeux des investisseurs. » [O Estado de São Paulo, 9 juin 2016- SABI]

**Brésil** : Bloomberg News signale que le Président par intérim **Temer pourrait exploiter les problèmes bien connus de pollution à Rio pour lancer une campagne de privatisation du réseau d'égouts**. « Maria Silvia Bastos, la nouvelle Présidente de la BNDES, la banque de développement de l'État, a déclaré que [la banque aiderait à privatiser ce service](#). Elle a fait remarquer que moins de la moitié du pays avait accès à la collecte ou au traitement des eaux usées, et qu'elle avait nommé un spécialiste de l'assainissement parmi ses nouveaux directeurs. 'La BNDES a la capacité technique de soutenir ce projet et elle va le faire,' a annoncé Bastos aux journalistes après son discours d'investiture le 1<sup>er</sup> juin. »

**États-Unis** : Donald Cohen, de l'organisation *In the Public Interest*, publie **une histoire détaillée de la privatisation** aux États-Unis. « Aujourd'hui, la privatisation affaiblit le contrôle public démocratique sur les biens publics essentiels, renforce le pouvoir des entreprises et accentue l'inégalité économique et politique. Les entreprises nationales et mondiales et les investisseurs de Wall Street convoitent les 6000 milliards de dollars de dépenses publiques annuelles que les collectivités locales, des États et fédérales versent pour les écoles, les prisons, les systèmes d'eau, les transports, les routes, les ponts et bien d'autres services. Un nouveau mouvement favorable au public, comme l'illustre cette publication de l'histoire de la privatisation, gagne actuellement du terrain. Il apparaît clairement que l'attaque des conservateurs qui dure depuis 40 ans à l'encontre du gouvernement enrichit certains Américains mais en laisse de plus en plus au bord de la route. [Des groupes s'organisent dans l'ensemble du pays et leurs actions commencent à porter leurs fruits](#). »

**États-Unis** : **Des citoyens militants gagnent de nouveau contre Nestlé et sa volonté de mettre en bouteilles les ressources d'eau locales**. Mercredi dernier, « [le combat que livrent les habitants depuis près d'un an s'est terminé par une victoire](#), Nestlé ayant retiré sa demande de permis d'occupation des sols pour installer son usine d'extraction d'eau à Chestnut Springs, dans la municipalité d'Eldred (New York). »

## **Europe**

**France** : Pour **Baptiste Talbot, le Secrétaire général de la CGT service public**, [l'actuelle vague de grèves contre la « loi travail » est « un moment important et particulier](#). » Pour la CGT et la FSU, [la conclusion est claire : cette loi menace les agents de la fonction publique](#). Talbot fait remarquer qu'il existe une profonde déception face à l'insuffisance des hausses de salaire dans la fonction publique, aux préoccupations que suscite la réorganisation de la fonction publique, aux suppressions d'emplois et à [la dégradation des conditions de travail suite aux réformes entreprises par le gouvernement](#).

**France** : Pas moins de 400 délégués ont participé au **V<sup>e</sup> congrès de la fédération nationale FO Energie et Mines**, malgré les difficultés de transports liées aux inondations et leur engagement au quotidien dans la

mobilisation pour le retrait de la « loi travail. » Le congrès s'est révélé particulièrement revendicatif à l'égard des « **effets dévastateurs de la libéralisation du secteur de l'énergie** » dans lequel des « milliers d'emplois sont voués à disparaître. » Pour [Vincent Hernandez, qui a été réélu Secrétaire général de la fédération](#), « derrière ces changements de nom, il y a en réalité le démantèlement de nos entreprises, pour les isoler les unes des autres et **les fragiliser socialement pour mieux les revendre ensuite.** »

**France** : Le **Cato Institute**, un groupe de réflexion américain de droite, [a commencé à faire de la propagande en France pour privatiser le contrôle aérien](#). Une grande bataille se joue actuellement [aux États-Unis](#) sur cette question. Le [Cato Institute est financé par le groupe pétrolier Koch](#), et David Koch siège à son [conseil d'administration](#).

**Ukraine** : Le **Fonds monétaire international (FMI)** fait pression pour inciter le gouvernement à adopter une loi « qui [supprime les entreprises du secteur des combustibles et de l'énergie](#) de la liste des entreprises d'État **exclues de toute privatisation.** » La BERD est elle aussi allée dans ce sens en [critiquant le rythme de la privatisation](#) et, dans un article posté sur le site Internet du Conseil de l'Atlantique Nord (le principal organe de décision politique de l'OTAN), Aivaras Abromavicius, ministre de l'Économie et du Commerce de l'Ukraine de décembre 2014 à avril 2016, ajoute que le gouvernement doit « [cesser de traîner les pieds au sujet de la privatisation.](#) »

**Royaume-Uni** : Bien que le gouvernement rejette fréquemment les accusations selon lesquelles il serait prêt à **privatiser le système national de santé (NHS) de manière fragmentaire**, le *Financial Times* [signale](#) que le ministre de la Santé, Jeremy Hunt, a demandé au cabinet de consultants Deloitte « de le conseiller sur une restructuration de NHS Professionals, qui comprend plus de 60.000 médecins, infirmières et autres personnels de santé – ce qui pourrait être **le premier pas vers une privatisation partielle du service.** » D'après le journal, « de nombreuses personnes s'inquiètent face aux tarifs appliqués par certains praticiens privés. Une enquête menée l'année dernière par le *Daily Telegraph* a révélé que des agences – dont plus d'une centaine au Royaume-Uni – font payer entre 11 et 49% de dépassement d'honoraires. »

**Barrie Brown, responsable national de la santé pour Unite**, [fait remarquer](#) : « Il est incroyable que le ministre de la Santé Jeremy Hunt pense que la meilleure façon de gérer la crise du recrutement et du maintien du personnel en poste dans le secteur de la santé soit de privatiser en partie NHS Professionals au profit d'une société privée qui cherche avant tout à engranger des bénéfices. »

**Royaume-Uni** : [La privatisation s'ajoute aux difficultés des employés des musées publics](#). « Lorsque le service des visiteurs du Musée impérial de la guerre a été privatisé en 2014, nous avons dit que ce serait une erreur de le confier à une agence de sécurité sans expérience dans la surveillance des musées. L'agence en question, Shield, a fait faillite et le **personnel attend toujours les indemnités impayées**. Pendant la période relativement courte durant laquelle l'agence était responsable de la sécurité du musée, nos représentants ont signalé de **multiples problèmes de santé et de sécurité** à HMS Belfast et des problèmes de sécurité au site principal de Lambeth. »

« Au National Gallery, où **l'externalisation du service des visiteurs au profit de Securitas a provoqué un conflit dont on a beaucoup entendu parler** l'année dernière, les travailleurs font la grimace lorsqu'ils lisent dans la presse que le directeur, Gabriele Finaldi, estime que la privatisation 'fonctionne plutôt bien.' Ce n'est pas le point de vue que partagent les travailleurs **qui se battent depuis six mois pour avoir des sièges à leur disposition** pendant les expositions et qui **attendent toujours de voir se concrétiser la promesse de recevoir un salaire décent**. La même entreprise a récemment remporté un marché lucratif pour fournir du personnel en contrat 'zéro heure' au Tate et elle essaie d'empêcher les travailleurs d'exercer leurs droits syndicaux collectifs inscrits dans l'accord de reconnaissance. »

**Royaume-Uni** : La décision controversée de fermer une agence du gouvernement à Sheffield et de déplacer son activité à Londres [sera examinée par un organisme de surveillance des dépenses publiques](#). « Amyas Morse, contrôleur financier et commissaire aux comptes au Bureau national des comptes, a écrit à **Mark Serwotka, le Secrétaire général du syndicat *Public and Commercial Services Union***, pour confirmer qu'une enquête aurait bien lieu. »

[L'Internationale des services publics \(ISP\)](#) est une fédération syndicale internationale représentant 20 millions de femmes et d'hommes qui travaillent dans les services publics de 150 pays à travers le monde. L'ISP défend les droits humains et la justice sociale et promeut l'accès universel à des services publics de qualité. L'ISP travaille avec les Nations Unies et en partenariat avec des organisations syndicales et de la société civile et d'autres organisations.